Conklin, Alice L. – *A Mission to Civilize. The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1939.*
Stanford, Stanford University Press, 1997, 367 p.

Jacques Frémeaux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.14

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000

ISBN : 978-2-7132-1346-5

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Jacques Frémeaux, « Conklin, Alice L. – *A Mission to Civilize. The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1939.* Stanford, Stanford University Press, 1997, 367 p. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 157 | 2000, mis en ligne le 24 avril 2003, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.14>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Conklin, Alice L. – *A Mission to Civilize. The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1939.* Stanford, Stanford University Press, 1997, 367 p.

Jacques Frémeaux

Ce livre n'échappe pas aux poncifs d'une certaine école américaine, moins historique que sociologique, dont les travers ne laissent pas d'agacer qui n'a pas la sensibilité propre au sérail. Bien que la plupart de leurs livres soient cités, l'auteur n'a rencontré aucun des historiens français spécialistes de la période, si l'on se fie à la liste des *Acknowledgements*. Le découpage de la période n'est pas fait dans le sens de l'impartialité. Est-il légitime de s'arrêter à 1930 pour juger ou apprécier la colonisation, alors que celle-ci se prolongea jusqu'en 1960 ? Est-il possible, en arrêtant l'histoire à cette date, d'y voir l'origine des difficultés des Français de l'an 1998 à créer une société multiethnique (ce que l'Amérique a renoncé définitivement à réaliser) ? Mais on conviendra qu'il s'agit là davantage de signaux de conformité que d'une tournure d'esprit déontologiquement condamnable. On ne se laissera pas non plus arrêter par quelques erreurs de traduction : le texte du discours de Jules Ferry de 1885 (et non 1884), parle non seulement de « droit », mais aussi de « devoir », de « civiliser les races inférieures ». L'auteur de ce compte rendu est d'ailleurs tout à fait d'accord pour reconnaître le racisme sous-jacent dans ce discours républicain, qui aurait pu être celui d'un Abraham Lincoln.

De fait, en dépit de tous ces préjugés, l'ouvrage traite de manière très intéressante la période choisie, prouve qu'une étude sérieuse, à partir de documents, aboutit toujours à des résultats estimables. Le questionnement de départ réside dans la contradiction qui paraît exister entre les idéaux républicains et la pratique de la colonisation, qui aboutit à priver des peuples de leurs droits par la confiscation de leur indépendance et l'imposition d'un traitement discriminatoire. Ceci donne à Alice Conklin l'occasion de

traiter, de manière systématique et souvent fouillée, l'attitude des administrations successives françaises à l'égard des populations sous les gouverneurs Chaudié, Ballay, Roume, Merlaud-Ponty, Clozel, Van Vollenhoven, Angoulvant, Merlin, Carde et Brévié. Elle apporte ainsi une contribution non négligeable à la réflexion sur la tension entre mystique et politique que vécurent, sans beaucoup d'états d'âme, il faut le dire, à l'exception sans doute d'un seul, tous les grands commis de l'État français confrontés à une mission dont ils avaient une haute idée. De même, la difficulté à bâtir un statut d'un sujet indigène considéré comme de nationalité française, en lui refusant la citoyenneté, sans lui fermer totalement non plus l'éventualité de l'accès à celle-ci, est bien montrée, ou bien encore les ambiguïtés d'un travail dit d'abord forcé, puis obligatoire, indispensable aux besoins et aux intérêts de la colonisation, mais présenté comme « régénérateur », pour l'indigène.

On ne sera pas d'accord en revanche sur ce que l'auteur présente comme une découverte, à savoir un durcissement de la politique française, ou en tout cas un caractère plus conservateur, à partir de la Première Guerre mondiale, ce qui s'accorderait, selon elle, avec une politique de plus en plus conservatrice sur le plan intérieur en métropole, notamment par le refus du droit de vote aux femmes, ou la législation sur l'avortement. Tout au plus pourrait-on dire que, à partir de ce moment, le souci de durée amena les Français à éviter de bouleverser la société locale, tandis que le manque de moyens financiers dont ils disposaient après les pertes de la guerre le leur interdisait. Leur politique, d'ailleurs, était en accord avec les idées alors dominantes dans le monde occidental quant à la colonisation. Mais, sauf erreur, Lord Lugard n'est pas cité une fois dans ce travail. Est-il possible d'étudier les colonies françaises comme si la France avait été « un jardin », pour reprendre l'expression d'Alfred Sauvy ?

Au total, si, comme il convient, on accepte de passer sur un certain nombre d'éléments, on pourra voir dans ce livre une contribution des plus utiles au savoir historique sur l'AOF et sur l'idéologie coloniale française. Il sera aussi l'occasion de remarquer combien, grâce à des encouragements de leurs universités, où l'on ne croit pas, contrairement à ce qui se passe en France, que l'histoire coloniale soit dépassée, des chercheurs américains peuvent mener des études que les chercheurs européens se doivent de connaître.